

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Soziologie = Revue suisse de sociologie
= Swiss journal of sociology
Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Soziologie
Band: 31 (2005)
Heft: 1

Buchbesprechung: Buchbesprechungen = Recensions critiques = Book reviews

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 17.03.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Buchbesprechungen / Recensions critiques / Book Reviews

Die Auswahl der Bücher zur Rezension behalten sich die Redaktion und die beiden für diese Rubrik Verantwortlichen vor. Unverlangt eingesandte Buchbesprechungen werden nicht veröffentlicht.

Le choix des livres qui font l'objet d'une recension critique est effectué par la rédaction et par les deux responsables de cette rubrique. Les recensions non sollicitées ne sont pas publiées.

Books to be reviewed are selected by the Editor and the two Book Review Editors. Unsolicited reviews are not published.

Sonny Perseil et Séverine Rinck (Dir.),
Le cadrage politique de la drogue :
autour de Howard S. Becker, Paris :
Editions Pepper, 2004, 151 pages

Les personnes intéressées par la problématique des drogues pourront se réjouir doublement à la lecture du titre de ce livre : premièrement, parce que s'interroger sur le cadrage politique de la drogue, un peu plus de vingt ans après l'apparition du VIH/Sida, est un exercice de bilan bienvenu. Deuxièmement, parce que retourner aux travaux de Howard Becker pour le faire est une approche prometteuse.

L'ouvrage est en fait le recueil d'une série d'interventions faites lors d'une table ronde organisée à la Sorbonne fin 2003. En introduction, Séverine Rinck définit l'objet « cadrage politique » et justifie la référence aux travaux de Becker. C'est lui, en effet, qui a montré dans les années 60 que « la déviance n'est pas une aptitude ou un comportement (...) mais le produit d'une transaction avec un groupe (...) qui cherche à changer ou à maintenir un ensemble de normes dans la société » (p. 8). Transactions et « entrepreneurs de morale » : c'est bien à la construction sociale du débat portant sur la drogue (et sur ceux qui la consomment) que l'on s'intéresse ici en cherchant à prendre en compte « l'ensemble des considérations qui sont utilisées par certains groupes, par certaines forces, pour imposer les normes » (p. 11).

L'objet et l'approche étant posés, on peut commencer à explorer les différents cadrages politiques de la drogue en identifiant les acteurs en présence et le contenu des débats dans lesquels ils s'engagent. Ce sont les *cadrages à l'étranger* qui sont les premiers explorés. Quatre pays sont conviés à la table ronde : les Etats-Unis, la Colombie, La Suisse et les Pays-Bas.

Le cas américain est exploré par Howard Becker. Dans un court texte autobiographique, il observe que le débat public sur la drogue n'a que peu évolué depuis la publication d'*Outsiders* il y a quarante ans. La diffusion de la consommation de marijuana, les recherches sur son usage médical ainsi que l'introduction de la réduction des risques constituent certes des changements, mais la norme n'a pas été véritablement modifiée et l'application discrétionnaire de la loi, de plus en plus décalée par rapport à la réalité, s'est encore renforcée. Dès lors, « les discours d'allégeance à la drogue nuisance sont moins répandus qu'auparavant » (p. 22) mais il n'y a pas eu de rupture avec ce discours, une rupture qui, comme le note Becker, devra désormais aussi tenir compte de l'évolution de la dangerosité des substances et de la diffusion de leur consommation.

La Colombie est le second exemple étranger. Monica V. Castro-Larranga relève la « narcotisation de la politique » qui a lieu dans ce pays. Ainsi, après que l'Etat se soit impliqué dans une lutte contre les grands trafiquants, puis dans une lutte contre les

producteurs, il s'est désormais engagé dans une « narco-guerre » qui recouvre à la fois la lutte contre les groupes politiques armés et la lutte contre la production et le trafic de drogue. Cette guerre, qui ne peut être résumée ici, renvoie aussi à un changement de discours dans lequel « on a décidé de voir les drogues comme la cause de la guerre et non pas comme un facteur de plus, et d'ailleurs tardif, du conflit » (p. 36) dans ce pays. L'exemple colombien montre ainsi que l'argument de la drogue nuisance, ici personnifiée par la production et le trafic et non pas par la consommation, permet aussi de faire l'impasse sur des problèmes de justice sociale.

C'est à Alexandre Pollien que revient la présentation du cas suisse. Dans son texte, il retrace l'histoire de la législation et de la politique drogue du pays. Il observe que c'est le modèle de la prohibition qui a toujours été en place mais que celui-ci a pu être conjugué de différentes manières selon qu'il s'est agi de protéger l'ordre public et/ou de protéger la santé publique. Les deux perspectives cependant, qui prennent concrètement la forme d'une moralisation et d'une médicalisation de la problématique, ne sont pas satisfaisantes car elles sont incapables de « définir la drogue en positif » et ainsi de prendre en compte la réalité de l'usager que « seul un cadrage culturel peut aborder » (p. 55). La forme que pourrait prendre un tel cadrage culturel n'est toutefois pas explicitée.

Le dernier exemple est celui de la Hollande qu'examine en quelques lignes un magistrat de ce pays. Il identifie quelques-uns des fondements de la politique drogue néerlandaise et notamment celui d'enseigner aux jeunes « à revendiquer une autonomie de décision face à la drogue » et celui d'établir une distinction entre drogues dures et douces permettant ainsi une séparation des marchés. Il note aussi que les résultats de cette politique sont positifs puisque la consommation de cannabis est plus faible en Hollande qu'en France.

La seconde partie du livre est dévolue au *cadrage international* et comprend deux textes. Dans le premier, François-Xavier Dudouet suggère d'interroger ce cadrage en quittant le paradigme de la prohibition et en adoptant celui de la réglementation. On peut alors s'intéresser aux conventions et accords internationaux, qui déterminent les usages possibles des drogues, et aux acteurs qui sont concernés par ceux-ci, au premier rang desquels figure l'industrie pharmaceutique. Ainsi, on observe que, durant le XX^{ème} siècle, a été mis en place un système de régulation et de réglementations offrant un monopole de la production et de la prescription des drogues à un nombre déterminé d'Etats, d'entreprises et de professions.

Le second texte s'intéresse au trafic de drogue et aux moyens de le combattre au plan international. Josepha Laroche insiste sur la mondialisation du trafic de drogues à travers les relations qu'entretiennent les narco Etats, les mafias et les guérillas. Elle observe aussi que le blanchiment de l'argent de la drogue, qui permet d'introduire chaque année environ 500 milliards de dollars dans le système financier international, permet aux criminels de s'accaparer des pans entiers de l'économie et, par ce biais, d'affaiblir les Etats et de remettre en question la sécurité financière du monde. Dès lors, c'est sur le terrain du blanchiment, comme le fait le Groupe d'Action Financière sur le Blanchiment des Capitaux (GAFI), et des finances que doit s'organiser la lutte contre les trafiquants de drogue. Mais les coopérations inter étatiques à ce niveau sont pour l'heure encore nettement insuffisantes.

La troisième partie du livre – la moins intéressante – porte sur le *cadrage de la politique drogue en France*. Le premier texte, signé Sonny Perseil, s'intéresse à « la confusion politique et médiatique » entourant la thématique du cannabis en relevant que les médias adoptent des positions différentes vis à vis de la consommation de cette substance et que les partis politiques n'ont pas de ligne claire à ce sujet. Il en résulte, selon l'auteur, des effets juridiques

néfastes puisque l'absence de cohérence conduit à une application discrétionnaire de la loi.

Les deux textes suivants sont signés de représentants politiques. Jean-Louis Romero de l'UMP trace un historique de la politique drogue française en insistant sur l'impact qu'a eu l'épidémie du VIH/Sida sur les pratiques et les représentations. Aujourd'hui, il situe l'enjeu dans le développement d'une politique portant sur toutes les substances « qu'elles soient licites ou illicites », une approche à laquelle s'opposent encore certains groupes d'intérêts. Farid Ghehioeche, des Verts, rappelle de son côté que son parti s'oppose à la prohibition et qu'il souhaite des réglementations produites par produit selon des modalités différenciées. Finalement, Patrick Sansoy de la MILDT (Mission interministérielle de lutte contre la drogue et les toxicomanies) insiste sur la complexité de la problématique des drogues et sur le rôle que la science doit occuper dans la régulation de celle-ci.

L'ouvrage se termine par *deux débats*. Le premier est intitulé « Autour du cadrage : méthodes et concepts ». Il réunit Jacques Gerstle et Howard Becker pour ce qui semble avoir été un dialogue de sourd du meilleur crû dans lequel le lecteur aura peine à trouver ce qui justifie la publication de ces quatre pages. Le second débat réunit l'ensemble des participants ainsi que quelques professeurs invités pour un échange autour de différentes questions qui ne seront pas abordées ici faute de place.

Cette recension s'ouvrirait sur le plaisir que l'on pouvait avoir à la lecture du titre de cet ouvrage. Malheureusement ce plaisir ne survit pas à la lecture du livre. La qualité des textes et des débats se situe au-dessous de ce que l'on est habitué à lire aujourd'hui à propos des politiques drogue et de leur construction (p. ex. dans le *International Journal of Drug Policy*). Les critères ayant présidé au choix des intervenants sont aussi parfois difficiles à comprendre, notamment s'agissant des présentations portant sur les « cadrages à l'étranger ». Finalement, l'objet

de la table ronde – le cadrage politique de la drogue – est insuffisamment défini et l'effort de synthèse en fin de l'ouvrage a été remplacé par deux débats qui ne font rien ou presque pour améliorer ce point. Le lecteur se retrouve donc devant un (ou plusieurs) puzzles incomplets dont les pièces ne permettent pas vraiment de deviner quel(s) pourrai(en)t être le(s) motif(s) à construire. Un début mitigé pour les éditions Pepper qui fêtaient là leur première publication.

Frank Zobel

Institut Universitaire de Médecine Sociale
et Préventive (IUMSP)

Unité d'Évaluation de Programmes
de Prévention (UEPP)

Rue du Bugnon 17

1005 Lausanne

Tél : 021 / 314 72 94

frank.zobel@hospvd.ch

Albert Piette, *Le fait religieux : une théorie de la religion ordinaire*, Economica, Paris, 2003, 120 pages

C'est un ouvrage en décalage avec la production habituelle en sciences sociales des religions que nous propose Albert Piette,¹ un décalage qui porte tant sur le lieu où va se déployer le regard sociologique, que sur ses modalités dans l'approche du fait religieux. L'auteur nous convie à « une réflexion sur la spécificité du religieux ordinaire » (p. 2) tirant parti de différentes enquêtes de terrain auxquelles il s'est livré au cours de ces dernières années. Cette démarche réflexive permet de poser à nouveaux frais des questions centrales, non seulement à l'égard du phénomène religieux, mais également du point de vue de la méthodologie de l'investigation : quels rapports les croyants entretiennent-ils à leurs rites, aux énoncés doctri-

1 Professeur à l'Université de Picardie Jules Verne (Amiens) et membre du Groupe de Sociologie Politique et Morale (GSPM) de l'École de hautes études en sciences sociales (EHESS).

naux, à leurs divinités ? quelles sont les modalités d'existence de ces dernières ? comment le chercheur peut-il en rendre compte ? Autant d'interrogations soulevées par cette réflexion et auxquelles elle apporte, si ce n'est des réponses définitives, du moins des pistes stimulantes.

L'ouvrage se divise en deux parties. La première, couvrant les cinq chapitres initiaux, développe différentes thématiques dans une écriture relativement classique de l'exposé théorique en sociologie. Le chapitre introductif, critique des approches habituelles du fait religieux en sciences sociales, va poser en creux la position préconisée par A. Piette, explicitant ce en quoi elle ne devrait pas consister. Les chapitres suivants vont présenter le versant positif de la posture de l'auteur, en montrant les analogies entre le comportement religieux et d'autres formes de rituels collectifs (carnaval, match de football, etc.), discutant des modalités de la présence de la divinité dans son rapport tant au croyant qu'au sociologue, et par un traitement des énoncés religieux vus, non pas comme des contenus figés appelant à une utilisation univoque, mais comme faisant l'objet de sollicitations plurielles au travers de divers mouvements énonciatifs. Cette première partie vient se clore par une synthèse des thématiques abordées (comportement fictionnel, présence, croyance) qui récapitule les points de rupture de l'auteur à l'égard des approches habituelles de la sociologie des religions.

La seconde partie consiste en un unique chapitre sous la forme d'un commentaire opérant le lien entre les discussions générales relatives à une théorie de la religion ordinaire et l'expérience particulière du chercheur qu'est A. Piette. L'écriture délaisse ici les canons habituels de l'exposé théorique pour venir voisiner avec ceux de l'ethnographie, de la biographie, voire de la confession. À ce basculement de la prose correspond un mouvement énonciatif du pluriel au singulier de la première personne, le « nous » se fait « je ». Car « c'est bien de la présence du chercheur qu'il est question et non plus

directement de celle des dieux et des humains observés » (p. 83). L'auteur va donc replacer sa théorie du fait religieux au sein de son parcours de chercheur, montrant notamment comment celle-ci répond à des problématiques rencontrées au fil de divers terrains ou objets d'étude : d'abord les rituels festifs du carnaval,² ensuite les religions séculières (sport, politique),³ puis finalement, le quotidien d'un diocèse catholique de Normandie.⁴

Ayant succinctement dégagé les axes principaux de l'ouvrage, il nous est loisible d'entrer plus avant dans la réflexion à laquelle nous sommes invités.

D'emblée, c'est le refus de l'exotisme qui prévaut : exotisme des latitudes, où l'on rapporte un religieux étranger (africain, asiatique, latino-américain), tenu à distance ; exotisme de ces manifestations d'ici – la sorcellerie, les pèlerinages ou les thérapies alternatives –, mais rejetées dans les périphéries, aux marges du religieux correct. À cette prédilection pour l'objet pittoresque, A. Piette va troquer un intérêt pour les religions familières aux Occidentaux, le catholicisme en l'occurrence. Là encore, passé le choix du terrain, c'est la question des modalités de l'investigation qui surgit. L'option retenue consiste à délaisser les thématiques classiques (sécularisation, privatisation ou recomposition du fait religieux), l'attention exclusive aux phénomènes macrosociaux, ou encore, la focalisation sur les corpus doctrinaux ; un nouvel abandon des approches se concentrant sur le triptyque formé par la culture, l'institution et les textes.

Poursuivant sa progression hors des sentiers battus, l'auteur procède à la triple mise en parenthèse de concepts majeurs dans les études classiques du fait religieux : l'émo-

² A. Piette, *Les Jeux de la fête*, Publications de la Sorbonne, Paris, 1988.

³ A. Piette, *Les Religiosités séculières*, PUF, Paris, 1993.

⁴ A. Piette, *La Religion de près. L'activité religieuse en train de se faire*, Métailié, Paris, 1999.

tion, envisagée sur le mode de la réponse psychologique de l'individu au rituel collectif ; le symbole, en tant que rapport univoque d'un référent à un référé ; ou la culture, comprise comme une totalité sociale extérieure à laquelle la subjectivité individuelle ne participerait que par dérivation sur le mode de l'épiphiénomène. Dans chaque cas, c'est la surinterprétation qui guette la sociologie classique, soucieuse qu'elle est, pour mener à bien son étude, d'assurer la stabilité des états mentaux, des significations ou de la subordination des individus au collectif. À cette stabilité des propriétés, l'auteur oppose l'oscillation des rôles, des croyances des acteurs dans le temps ou l'espace social, tantôt croyants engagés, tantôt sceptiques dégagés. De même, à y regarder de plus près, l'illusion d'une essence du religieux ne tarde pas à se dissoudre pour céder la place à une vision plus réaliste et ordinaire, celle d'une activité religieuse composite liant des éléments aussi hétérogènes que la politique ou l'économie, par exemple, à du religieux.

A. Piette se démarque donc des thèses maximalistes qui présupposent un individu continuellement rationnel, engagé et croyant ; il invoque une anthropologie plus large « valorisant l'indétermination inhérente à l'être humain par laquelle il entretient une incessante distance avec lui-même [...] marge de jeu semblable à celle d'une mécanique dont les vis jouent » (p. 85). Dès lors, c'est au moyen d'une ethnographie liminale que l'auteur déploie son investigation, via l'attention portée au détail, aux séquences d'actions, dans le souci de la continuité entre les observations de terrain et leur restitution par l'écriture. Il va privilégier l'observation du « mode mineur » de la réalité, c'est-à-dire de tous ces éléments perçus comme marginaux, non pertinents lors de l'interaction, *seen but unnoticed*, bien que présents en tant que potentialité. Pour déceler ce mode, le regard du chercheur doit adopter la bonne distance de façon à voir simultanément l'action poursuivant sa propre logique sur un fond toujours quelque

peu en dissonance, à la manière d'un décor de théâtre qui permet à la fois le déroulement de la pièce tout en signalant continuellement son caractère fictif. L'ironie est ce juste milieu entre adhésion et incrédulité qui permet de capter l'oscillation dans le jeu des acteurs sociaux et de rendre une situation intelligible « à partir d'un point de vue contraire à ceux qui prévalent » (p. 85).

Ces quelques éclaircissements relatifs à la posture analytique de l'auteur nous permettent d'évoquer à présent le traitement qu'il fait d'une thématique plus spécifique, la question de la présence de l'être divin.

S'inspirant des travaux de B. Latour en sociologie des sciences et d'É. Claverie sur les apparitions mariales, A. Piette pose comme principe la symétrie des acteurs dans leurs rapports mutuels : divinité invisible et humains visibles prennent une part égale, bien que spécifique, à la construction de l'interaction religieuse. Le principe de symétrie a pour corollaire le refus de toute forme d'athéisme (ou d'agnosticisme) méthodologique(s), et postule donc un « théisme méthodologique » (p. 38). Cette dernière formule – toute désignée pour heurter nos vestiges de neutralité axiologique – se résume à quelques hypothèses simples, mais éminemment opératoires lors de l'observation sur le terrain : l'homme religieux se sait impliqué dans la construction de l'interaction avec les entités surnaturelles, tout en demeurant conscient de l'autonomie de ces dernières ; c'est pourquoi il est impératif de saisir cette mise en coprésence au risque de passer à côté de la dimension ordinaire du fait religieux.

Poussant plus loin l'analogie entre l'activité scientifique et l'activité religieuse, l'auteur montre comment toutes deux sont affaire de médiations, entre les hommes et la nature dans le premier cas, entre les hommes et la divinité, pour la seconde. Ainsi, afin d'accroître son accès à la nature, le scientifique va la mettre à distance au moyen de divers artefacts (éprouvette, microscope, etc.). « Le « réel » invisible, lointain et confus se substitue en un signe connu

et maîtrisable à travers un processus réglé de transformations au cours desquelles la « référence » demeure constante » (p. 43). Or il n'en va pas autrement dans le cas du catholicisme, par exemple, où l'eucharistie, le prêtre ou l'église, en tant que bâtiment, constituent des médiations particulières de la présence du Christ, suivant des règles bien précises. Toutefois, là où le dispositif scientifique vise à faire oublier ses médiations en vue d'accroître l'effet de réalité et de générer un supplément d'information à propos de la nature, la religion va favoriser un rapport ostentatoire à la médiation dans le but de susciter la présence de Dieu « ici-maintenant » (p. 45), de permettre une relation d'amour entre le croyant et sa divinité. Partant la disposition même du réseau des médiations religieuses est sous-tendue par des rapports apophatiques, doublés d'énoncés d'un type similaire : Dieu est ici, sans vraiment l'être – ce que le discours signale par une forme particulière d'énonciations : « c'est ça – non ce n'est pas ça – oui, c'est cela, mais pas tout à fait. » Et A. Piette de désigner cette dimension oscillatoire fondamentale du religieux au travers des concepts de « logique paradoxale » ou de « prolifération de la négation ».

La démarche de l'auteur suscite son lot d'étonnements, de questionnements, et inévitablement, de désaccords. Je me permettrai d'en signaler rapidement quelques-uns.

Tout d'abord, un étonnement à l'égard du mode d'investigation favorisé par A. Piette. Avec l'emphase qu'il met sur les détails, on perçoit difficilement qu'il n'ait pas eu recours à des enregistrements lors de son ethnographie, tout comme il usa d'un appareil photo dans des recherches antérieures pour saisir sur le vif les gestes festifs. Certes, cette remarque peut paraître déplacée aux habitués de l'enquête de terrain. Toutefois, il me semble qu'investiguer la parole religieuse passe par une attention fine à sa texture, attention à laquelle il n'est tout simplement pas possible d'accéder pleinement sans support audio.

Ce qui me conduit à une critique à propos du traitement des énoncés religieux. Bien qu'il montre avec justesse qu'il y a un écart significatif – dans les deux sens du terme – entre un énoncé et ses énonciations plurielles, l'auteur paraît en rester à un catalogue des énonciations similaire à ceux que l'on dresse pour les figures de style de la rhétorique (cf. pp. 68–73). Ce faisant, ces diverses prises de parole religieuses se voient détachées de leur contexte interactionnel spécifique, local, singulier, pour venir entrer dans un carré sémiotique, suivant le parcours des médiations : de la réalité à la non-réalité, de celle-ci à la fiction, puis à la non-fiction, avant le retour à la case départ (cf. p. 82). Partant, il me semble que c'est retomber dans un travers similaire à celui de la sociologie classique lorsqu'elle use du concept de « symbole » comme référentiellement univoque ; la négation tend à occuper un rôle analogue chez A. Piette. Pour sortir de ce travers, il serait nécessaire de pousser jusqu'à son terme la réflexion sur l'énonciation, et d'accorder que la négation n'a de sens qu'au travers de son indexation sur la temporalité de l'interaction, et donc, qu'elle ne revêt pas toujours la même fonction.

Malgré ces quelques critiques, *Le fait religieux* me semble constituer l'une des meilleures introductions à ce sujet disponibles actuellement en français. Dans la manière qu'il a de sortir des questionnements classiques pour renouveler le regard sur l'objet, A. Piette pointe des phénomènes jusqu'ici délaissés de la plupart des chercheurs. Reste à espérer que cette description de la religion ordinaire « en train de se faire » sera perçue comme une invitation à renouveler la pratique de la sociologie des religions.

Philippe Gonzalez

Département des Sciences de la Société
(DSS)

Université de Fribourg
Avenue de l'Europe, 20

1700 Fribourg

philippe.gonzalez@unifr.ch

Stettinger Vanessa, *Les funambules de la précarité. Vendeurs de journaux et mendiants du métro parisien*, Paris : PUF (Sociologie d'aujourd'hui), 2004, 203 p.

Dans son ouvrage au titre évocateur, Vanessa Stettinger a tenté une approche réussie d'un monde difficile à cerner : les vendeurs de journaux du métro parisien, s'ils se laissent contacter assez facilement, résistent en effet aux relations de longue durée et s'en vont souvent comme ils sont venus. Privilégiant une démarche ethnographique, essentiellement fondée sur l'observation « participante », elle a su par ailleurs négocier sa place parmi ses interlocuteurs et proposer – sans misérabilisme ni populisme – différentes interprétations des données recueillies.

Après un historique à la fois concis et bien référencé des divers sens qu'ont pris les notions de pauvreté, de précarité et d'exclusion, la chercheuse articule l'ouvrage autour de trois axes, trois lieux dans lesquels elle a suivi les vendeurs de journaux : le métro, le café et la maison. Pour ce faire, elle propose au lecteur des extraits de son journal de terrain, des commentaires de celui-ci et des analyses dans lesquelles elle s'attelle à déconstruire diverses notions, entre autres celle de « besoins minimaux », utilisée sans distance critique dans bien des approches de la pauvreté. Le procédé est agréable, même s'il n'exclut pas certaines redites, également repérables dans la structure de l'ouvrage, les chapitres 2 (*Les ressources communes*) et 3 (*Agir pour exister*) reprenant des thèmes déjà commentés dans la partie plus descriptive du chapitre 1.

Les mises en scène des vendeurs

Dans le métro, elle s'est particulièrement attachée à observer les mises en scène opérées par ses interlocuteurs, tout à la fois pour « vendre » leur situation sociale de démunis et se distinguer de leurs « concurrents » (les autres vendeurs, les musiciens et les mendiants). Oscillant – à juste titre – entre les observations et les entretiens informels, elle écoute – in situ – les « speeches » des vendeurs

et leur fait – a posteriori – commenter les mises en scène. Ainsi, à l'inverse des études qui insistent sur les lacunes des démunis, souligne-t-elle les compétences de ses interlocuteurs qui savent exploiter les émotions des voyageurs et jouer sur différents registres selon leur personnalité, leur genre, leur état du moment, le contexte ou l'ambiance dans la rame de métro : « « quand je ne vends pas bien, je fais ma voix sensuelle ou j'enlève mon pull. Et ça marche » explique Marie. Pour Charles, il est important de montrer sa fatigue, car « il faut faire pitié aux gens, sinon ils t'achètent pas ». Marc indique que les gens aiment quand il les fait rire : « même quand tu n'es pas bien, il faut sourire et faire sourire les gens aussi. Tu dois être cool, sympa et drôle. Des fois c'est compliqué » » (Stettinger 2003 : 30). Pour se vendre, il faut en effet savoir doser les informations à transmettre au public : se maintenir propre pour éviter les odeurs incommodantes, mais ne pas avoir l'air au mieux de sa forme non plus ; s'habiller décemment, mais ne pas être trop bien mis ; être poli et écouter les voyageurs, même lorsqu'ils sont ennuyeux, etc. Il s'agit en somme de « secouer » les clients potentiels et de les culpabiliser sans pour autant les agresser. De même, faut-il se distinguer des clochards tout en leur ressemblant un peu. L'ambivalence entre divers positionnements se retrouve aussi dans les pratiques de convivialité quotidienne : d'un côté, pour être efficaces, les vendeurs doivent travailler seuls et, de l'autre, ils souffrent de se séparer de leurs pairs croisés sur les lignes, dans les couloirs du métro ou lors des moments de pause pris au café. Si la chercheuse souligne la créativité nécessaire à ce jeu d'identité, elle n'oublie pas non plus de rappeler le stress que cela engendre en situation de vulnérabilité et les exutoires (alcool et drogues notamment), souvent utilisés à des fins de décompression.

Parallèlement à la description des tactiques de vente, Stettinger raconte la naissance laborieuse de l'association des vendeurs de journaux en vue de se défendre contre la RATP ayant interdit la vente de journaux

dans les rames de métro. Elle explique combien il fut difficile pour les vendeurs d'endosser, puis de promouvoir une identité qu'ils refusent. Elle montre ainsi à nouveau l'ambivalence attachée au statut de vendeur. Ses interlocuteurs portent par exemple volontiers le badge de vendeur – sésame permettant la vente sur les quais et signe d'une certaine intégration par rapport à d'autres SDF plus stigmatisés (les mendiants), mais se hâtent de l'enlever une fois sortis du métro. Si la chercheuse analyse en finesse les relations construites entre les vendeurs autour des responsabilités attribuées à chacun dans cette association, on regrettera en revanche qu'elle nous en dise bien peu sur les éditeurs et le contenu des journaux reprenant – sans le mettre en perspective avec d'autres données – le point de vue uniforme des vendeurs. En outre, bien qu'une étude ethnographique ne soit pas extensible à l'infini, nous ne savons presque rien sur les voyageurs qui achètent les journaux : dans quelles circonstances les acquièrent-ils, pour quelles raisons, qu'en pensent-ils, qu'en font-ils ?

Le café et la maison

Le chapitre consacré aux usages du « café » comme point d'information sur les allées et venues des vendeurs, comme lieu de détente (on s'y repose et on y échange beaucoup de blagues) est instructif, mais peu original et ne revisitant pas vraiment les multiples recherches menées dans ce domaine, soit à partir d'une analyse de la « culture ouvrière » ou « populaire », soit dans le cadre des pratiques de convivialité attachées à la consommation d'alcool. En revanche, l'analyse consacrée à la maison est riche de détails bien observés et signale – indirectement – combien la chercheuse a su se faire accepter dans le milieu étudié. De ses analyses, il ressort notamment que les vendeurs, bien que souvent catégorisés comme SDF, ont en fait des logements épisodiques ou fixes. Contrairement aussi à ce que pensent les travailleurs sociaux ou les « bien logés », les vendeurs de journaux semblent adopter, sans trop de peine, un mode de vie quelque peu

itinérant dans lequel les déménagements sont fréquents et les logements (en hôtel, en squat ou en hébergement chez des amis plus nantis) alternent avec des périodes à la rue, sous les ponts ou dans le métro. Un peu comme le « café » dans lequel de nombreuses fêtes quasi privées sont organisées, la maison est un espace ni privé ni public : c'est un lieu « privé souvent dévoilé, souvent envahi et où il n'était pas toujours possible de se protéger et d'aménager son propre espace » (2003 : 67). À l'inverse, les histoires familiales qui s'y déroulent transpirent souvent à l'extérieur : « les récits traversent les murs et résonnent sur la place publique » (2003 : 68), note Stettinger, rappelant la difficulté des démunis à protéger l'intimité familiale du regard extérieur ou du contrôle institutionnel.

Liens de sang, alliances, parentés inventées et « cercles sociaux »

À partir du récit de certaines trajectoires de vie et d'observations recueillies durant sa fréquentation des domiciles, la chercheuse décrypte les différents modes de famille expérimentés par les vendeurs de journaux. Elle relève que si bien peu ont vécu leur enfance dans des familles nucléaires, beaucoup ont expérimenté des liens de sang et d'alliance en famille élargie, mais fragmentée. D'autres ont été placés par leurs parents biologiques dans des familles qu'ils ont considérées – sans que cela ne leur soit toujours démenti – comme leurs parents légaux. Outre ces formes relativement communes de parenté, Stettinger décrit les familles provisoires que ses interlocuteurs se créent à certains moments de leur existence (par exemple des liens de père et de fils ou des fratries imaginaires). Il s'agit d'inventions à but parfois stratégique : Yves, par exemple, un clochard connaît bien Lulu dont il sait les liens avec le vendeur de hot-dogs du coin : en se disant son père, il arrive ainsi à manger à crédit ; par ailleurs il est parfois logé chez son fils « adoptif » qui accepte cette parenté fictive. Il serait toutefois erroné de réduire ces parentés à leur seul but pratique. Même

très éphémères, elles sont aussi éminemment symboliques (Lulu est également le « grand frère » de Michel et Véro la « petite fille » de Papi, un autre clochard). En quelque sorte, elles viennent compenser ponctuellement ou durablement des histoires familiales souvent très douloureuses et une sociabilité à la fois intense (les rapports sont passionnément affectueux ou haineux) et lâche (l'analyse souligne l'inconstance des relations et la légèreté des engagements). Les vendeurs ont en effet perdu l'habitude de respecter strictement certaines règles de vie commune et n'arrivent souvent pas à s'occuper d'autrui en raison de leurs propres problèmes quotidiens.

Pour décrire la pluralité des sphères dans lesquelles passent les vendeurs et la flexibilité des relations instaurées, Stettinger s'appuie sur le concept de réseau réduit à celui de « cercles sociaux » (un concept emprunté à Degenne et Duplex 1987, cité par l'auteure, p. 121). Même si les vendeurs de journaux ne semblent participer qu'à des réseaux locaux, il aurait fallu – de notre point de vue – avoir recours dans le cadre d'un terrain « multisitué » aux notions proposées par Marcus (1995) dans son important article traitant de la nécessité de suivre, le plus loin possible – tout au long des filières ou segments de réseaux – les acteurs, les actions et les objets étudiés.

Rapports à l'Etat, relations d'assistance et conceptions du travail

Parce qu'ils apportent une régularité des ressources qui peut s'ajouter à une rémunération plus aléatoire fondée sur la vente des journaux (le tout ensemble dépassant toutefois le SMIC), beaucoup de vendeurs bénéficient de différents modes d'aide (notamment du RMI). Un nombre non négligeable de vendeurs ne sont pas cependant pas suivis par des institutions ou des organisations caritatives. Certains, totalement désaffiliés, ne s'y rendent pas faute d'avoir réussi à réunir tous les « papiers » nécessaires tandis que d'autres manifestent une forte méfiance vis-à-vis des institutions d'assistance, en parti-

culier vis-à-vis de celles qui ont un caractère d'urgence contraignante comme le « samu social ».

Rassemblant l'ensemble des données recueillies et analysées, Stettinger construit un modèle des précarités observées dans lequel le travail – parmi les dimensions de la famille, des relations sociales, du logement, de la projection dans l'avenir et de l'attention au corps – occupe une place non négligeable. Pensé tantôt du côté de la survie, tantôt sous l'angle d'un emploi comme un autre, le travail fait entre autres la différence entre le pôle de la précarité « stabilisée » et celui de la précarité « instable ». Les vendeurs ne se situent que rarement sur un pôle ou sur un autre, ils alternent de l'un à l'autre, voire basculent de la précarité stabilisée à la précarité instable, l'inverse étant également possible. La distinction entre l'une ou l'autre précarité relève toutefois moins des ressources à disposition que de la capacité à les gérer. En outre, même forts d'une certaine « capacité d'initiative », peu de vendeurs arrivent à modifier globalement leurs conditions d'existence, ni – comme l'on pouvait s'y attendre – à agir sur le monde qui les entoure. C'est aussi ce que soutient Martucelli, s'appuyant sur De Certeau et sa notion de tactiques : « par le biais d'un grand nombre de micro-manœuvres, le dominé renverse, neutralise, modifie, déplace la volonté des puissants. Sa passivité s'avère très active, même si son action reste toujours une forme d'initiative et n'atteint jamais une forme de puissance » (2001 : 139 ; cité par l'auteure, p. 123).

En attendant la « vraie vie »

S'ils se trouvent toujours sur le fil du rasoir, entre précarité instable et précarité stabilisée, et s'adonnent souvent à différentes formes d'échappatoires (divers psychotropes) et d'affabulations (des narrations et des références identitaires stigmatisantes, mais réinterprétées de façon valorisante), les funambules de la précarité décrits par Stettinger doivent jongler entre leur adaptation à certaines règles de comportement en

société et leur profonde aspiration à une vie « normale ».

Comme tout un chacun et toutes proportions gardées (mais il est intéressant de ne pas toujours grossir la différence entre les démunis et les nantis), ils remettent à plus tard les changements et la « vraie vie » que Nahoum-Grappe et Grappe décrivent en ces termes : « il y a un bon modèle de conduite qui est comme un pays à atteindre, une rive à aborder, et alors *« tout changera »*. [...] En attendant ce jour où *tout changera*, ce qui est vécu n'est pas la *« Vraie Vie »* dans laquelle seulement je serai *« enfin moi-même »*, mais une forme ratée, raturée, à gommer, déjà frappée d'irréalité ». En fait, cette « non-vie » et cette « utopie du bon modèle » s'apparentent à la « multiplication des recommencements (enfants, ruptures, déménagements), et des oublis : les rendez-vous, les promesses faites à soi-même, les projets de ce soir » (1993 : 158 ; cités p. 176).

Références bibliographiques

- Degenne, Alain et Jean Duplex (1987), *L'acteur social et son réseau. Un niveau intermédiaire : les réseaux sociaux*, Paris : CESOL.
- Nahoum-Grappe, Véronique et M. Grappe (1993), Alcool et « grande pauvreté », *Cahiers de l'IREB*, 10, 155–159.
- Marcus, George E. (1995), Ethnography in/of the world system : the emergence of multi-sited ethnography, *Annual Review of anthropology*, 24, 94–117.
- Martucelli, Danilo (2001), *Domination ordinaires. Exploration de la condition modernem*, Paris : Balland.

Laurence Ossipow Wuest
Service d'études et de statistiques
Hospice général
12, Cours-de-Rive
1211 Genève 3
laurence.ossipow@ge-ariane.ch

Dominik J. Schaller, Rupen Boyadjian, Vivianne Berg, Hanno Scholtz (Hrsg.), *Enteignet – Vertrieben – Ermordet. Beiträge zur Genozidforschung*, Zürich, Chronos Verlag, 2004, 496 Seiten

Die wissenschaftliche Auseinandersetzung mit dem Thema Genozid ist ein Öffnen der Büchse der Pandora. Denn was gemeinhin als eines der schwersten Verbrechen der Menschheit gilt, verweist auf ein überaus komplexes Feld, dessen zeitliche Dimension von der jeweiligen Vergangenheit bis zu künftigen Generationen reicht, und das zu seiner adäquaten Erschließung notwendigerweise der Theorien und Methoden unterschiedlichster Disziplinen bedarf. Dessen waren sich die Initiatoren und Initiatorinnen der im Jahre 2000 ins Leben gerufenen, interdisziplinären Arbeitsgruppe für Genozidforschung an der Universität Zürich bewusst. Die in Gang gesetzte Diskussion zwischen Studierenden und Assistierenden, weiteren Interessierten und Gastreferenten sollte ihren Niederschlag in einem Sammelband finden, der siebzehn Beiträge junger Wissenschaftlerinnen und Wissenschaftler sowie anerkannter Fachpersonen umfasst. Entstanden ist der erste interdisziplinär ausgerichtete Band zum Thema Genozid im deutschsprachigen Raum, der eine bereits in Übersee etablierte Diskussion fördern und aufzeigen sollte, welche überaus wertvollen wissenschaftlichen Synergien sich ergeben, wenn sich Sozialpsychologen, Soziologen, Politikwissenschaftler, Juristen, Ethnologen, Kunsthistoriker und Historiker zu einer Zusammenarbeit auf dem Gebiete der Genozidforschung entschliessen.

Der Band ist zunächst in zwei Hauptteile gegliedert. Unter dem Titel «Interdisziplinäre Zugänge» werden erste begriffliche und theoretische Grundlagen allgemeiner Art erörtert, welche der Leserschaft für die Auseinandersetzung mit den im zweiten Teil präsentierten Fallstudien ein unverzichtbares Instrumentarium liefern.

Eingeleitet wird der Band durch einen Beitrag des Mitherausgebers Dominik J.

Schaller, der die Grundlagen der Genozidforschung diskutiert. Deren Ausgangspunkt ist ihr zentraler, durch Raphael Lemkin geschaffener Begriff: der Genozid. Und damit öffnet sich die Büchse der Pandora bereits ein erstes Mal, denn die Frage, welche Handlungen und Ereignisse unter den Begriff des Genozids subsummiert werden können, ist Gegenstand erbitterter Debatten und zieht sich gleichfalls als Leitgedanke durch das gesamte Buch. Gebräuchlichste Definition ist der entsprechende völkerrechtliche Straftatbestand, der im Jahre 1948 Eingang in die UN-Konvention über die Verhütung und Bestrafung von Völkermord fand. Dass dieser jedoch zahlreiche Unzulänglichkeiten, insbesondere die abschliessende Aufzählung geschützter Gruppen und das Erfordernis direkten Tatvorsatzes, aufweist, zeigt mitunter die unablässige Suche nach alternativen Definitionen, die bis hin zur Schaffung neuer Tatbestände wie etwa Ethnozid, Ökozid oder Politizid reicht. Solche Neologismen sind der wissenschaftlichen Diskussion indes in den wenigsten Fällen förderlich. Insbesondere im Falle mangelhafter Abgrenzung zum ursprünglichen Begriff bergen sie die Gefahr in sich, den Genozidbegriff zu verwässern und letztlich unbrauchbar zu machen. In Abgrenzung dazu bietet der beziehungs geschichtliche Ansatz im Rahmen der vergleichenden Genozidforschung eine vielversprechende Möglichkeit, das Phänomen Genozid durch die Suche nach Verbindungslinien, historischen Kontinuitäten und Kausalitäten einzugrenzen und zu analysieren. So wurde denn auch vorliegender Band vor dem Hintergrund dieses Ansatzes konzipiert.

Eine stets wiederkehrende Frage im Zusammenhang mit dem Genozid ist diejenige nach dem «Warum». Mit der entsprechenden Motivationsproblematik setzen sich zwei Autoren auseinander. Welche Erklärungsansätze die allgemeine sowie insbesondere die Sozialpsychologie zu liefern vermögen, zeigt *Hans Rudolf Schelling* in seinem Beitrag auf. Die zunächst erläuterten Grundbegriffe und -mechanismen wie etwa Autoritarismus, sozialer Einfluss und per-

sönliche Einstellungen werden daraufhin unter Zugrundelegung eines Modells von Ervin Staub in überzeugender Weise auf den Kontext von Genozid und Massengewalt übertragen. Demgegenüber setzt sich der Ethnologe *Alain Bertallo* in äusserst dichter Form mit dem sozialen Konstrukt der ethnischen Identität auseinander. Mittels der variablen Gewichtung ausgewählter Kernmerkmale vermag eine soziale Gruppe, die sich als fiktiven Verwandtschaftsverband versteht, Distinktion zu anderen Gruppen herzustellen und dadurch zur eigenen Vergemeinschaftung beizutragen. Dabei zeigt Alain Bertallo Prozesse und Bedingungen auf, denen gemäss ethnische Identitäten im Kampf um staatliche Macht und Ressourcen politisiert werden und im Vorfeld von Massengewalt zu einer Mobilisierung der Massen beitragen können.

Die im zweiten Teil des Sammelbandes enthaltenen Fallstudien in deutscher und englischer Sprache sind gemäss historischer Entwicklung angeordnet und erlauben einen vertieften Einblick in einzeln ausgewählte Aspekte jeweiliger Ereigniskomplexe. Dabei lassen sich sieben Fallgruppen erkennen: der Völkermord an amerikanischen Indianern, der europäische Kolonialismus, der Völkermord an den Armeniern, der Holocaust, zwei Grenzfälle der Genozidkonvention (Kurden, Kambodscha), zwei eindeutige Fälle der entsprechenden Konvention (Rwanda, Bosnien) sowie schliesslich die alltägliche Vernichtung der Lebensgrundlagen Indigener, womit der Kreis zum Anfang geschlossen wird.

In der ersten Fallstudie legt die Kunsthistorikerin *Ylva Gasser* anhand ikonographischer Analysen ausgewählter Werke dar, wie der Genozid an amerikanischen Indianern von Künstlern, die in grosser zeitlicher oder geographischer Distanz zum Ereignis standen, bildlich umgesetzt wurde. Dabei vermag die problematische Tatsache, dass im Rahmen der Ausführungen amerikanische Ureinwohner als Gruppe an sich behandelt werden, wodurch die Unterschiede zwischen dem Kontext der spanischen Er-

oberungszüge und derjenigen in Nordamerika im Rahmen der Gesamtanalyse unbeachtet bleiben, durch gelungene sowie aussagekräftige Bildinterpretationen kompensiert zu werden.

Der nachfolgende, drei Fallstudien umfassende Komplex ist dem europäischen und insbesondere dem deutschen Kolonialismus gewidmet. Gemäss herrschender Meinung zur Auslegung der UN-Völkermordkonvention ist ein Genozid ein durch Intention geleitetes Staatsverbrechen. Ausgehend von der Feststellung, dass (als nicht historisiert begriffene) Mutterstaaten in der Regel jedoch nur wenig direkten Einfluss auf das Geschehen in den Kolonien hatten, geht *Jürgen Zimmerer* zunächst der Frage nach, inwiefern die Kategorie des «kolonialen Genozids» wissenschaftliche Brauchbarkeit aufweist. Daran anschliessend arbeitet er strukturelle Ähnlichkeiten zwischen Kolonialismus und Nationalsozialismus heraus, die auf den Konzepten von Raum und Rasse beruhen, wodurch die Relevanz komparativer Forschung deutlich zutage tritt. Die darauf folgenden Ausführungen von *Yvonne Kneubühler* gewähren einen Einblick in die motivationale Struktur der sich in den Kolonien als soziale Gruppe konstituierenden Deutschen und in ihre persönlichen Einstellungen zu Einheimischen. Dies erfolgt mit dem Ziel, unter Berücksichtigung des damaligen Zeitgeistes das vorherrschend hohe Mass an Gewaltbereitschaft gegenüber Indigenen zu erklären. Schliesslich präsentiert *Dominik J. Schaller* eine minutiös erarbeitete und hervorragend recherchierte Darstellung des Kolonialkrieges in Deutsch-Südwestafrika, des Völkermordes an den Herero und den Nama sowie ihrer Nötigung zur Zwangsarbeit (1904–1907). In die Diskussion bezieht er überdies auch zwei bislang in der Forschung unberücksichtigte, unveröffentlichte Manuskripte Raphael Lemkins ein. Die bereits durch *Jürgen Zimmerer* postulierten, strukturellen Ähnlichkeiten zwischen deutschem Kolonialismus und dem Holocaust werden ebenfalls durch *Dominik J. Schaller* aufgegriffen, wobei die Ausführ-

ungen zu sozialtechnologischen Experimenten im Zusammenhang mit Zwangsdeportationen von Nama von ganz besonderem Interesse erscheinen.

Die bislang diskutierten Fallstudien bezogen sich auf Verbrechen, die an Stammesgesellschaften verübt worden waren. Der Genozid am «Kulturvolk» der Armenier (1915–1917) wird deswegen nicht selten als erster Völkermord vor dem Holocaust bezeichnet. Dennoch wird er bis zum heutigen Tage insbesondere von türkischer Seite trivialisiert und gar geleugnet. *Dominik J. Schaller* zeichnet in einem weiteren Beitrag die Entwicklungen nach, die zu Zwangsdeportationen und zur Vernichtung des armenischen Volkes während des Ersten Weltkrieges durch die Jungtürken beitrugen, um danach erneut einen Vergleich mit dem Holocaust anzustellen, die These deutscher Mitverantwortung zu behandeln sowie die Historiographie zum Genozid an den Armeniern darzustellen.

Wer von Genozid spricht, der darf es nicht unterlassen, dessen Gravitationspunkt, den Holocaust, zu thematisieren. Auf diesen Komplex beziehen sich vier Fallstudien, wobei die Auswahl der behandelten Aspekte als überaus aufschlussreich und gelungen erscheint. Dass die Rolle und Position der katholischen Kirche sowie insbesondere diejenige von Papst Pius XII. während des Zweiten Weltkrieges umstritten ist, zeigt *Christoph Ebnöther* mit Bezugnahme auf zwei Historiker auf, die im Rahmen ihrer diesbezüglichen Untersuchungen zu diametral entgegengesetzten Ergebnissen gelangten. Die im kollektiven Gedächtnis verankerte Zahl von sechs Millionen jüdischen Opfern des Holocaust ist auf die Nürnberger Tribunale zurückzuführen. Welchen Einfluss die damals durch Nürnberg verfolgte Gerichtsstrategie auf die Dokumentation und spätere Darstellung der Judenvernichtung auszuüben vermochte, wird durch *Donald Bloxham* diskutiert. In Ost- und Mitteleuropa forderte der Holocaust rund vier Millionen jüdische Opfer. Die Tatsache jedoch, dass diese Länder zweimal

durch ein totalitäres Regime besetzt und traumatisiert wurden, trägt zu einer überaus komplexen erinnerungspolitischen Lage bei. *Annamaria Orla-Bukowska* arbeitet in ihrem Beitrag heraus, welchen besonderen Herausforderungen sich Länder dieser Region im Rahmen historischer Aufarbeitung und Erinnerungsarbeit zu stellen haben, und wie sich dies auf die Holocaust-Rezeption auswirkt. Nicht die strafrechtliche Ahndung von Genozidverbrechen, sondern zivilrechtliche Wiedergutmachungsklagen von Opfern stehen im Mittelpunkt der Ausführungen von *Michael J. Bazylar*. Dabei legt der Rechtsprofessor in stringenter Weise dar, weshalb den Holocaust-Sammelklagen vor US-Gerichten nach 1995 ein derart grosser Erfolg beschieden war. Dieser Erfolg, so seine These, sollte auch anderen Opfergruppen von Nutzen sein, denn die diskutierte gerichtliche Praxis schuf in rechtsfortbildender Weise eine günstige Ausgangslage für weitere Bewegungen, die vor Zivilgerichten Entschädigung und Anerkennung für das erlittene Unrecht suchen.

Im nachfolgenden Komplex werden zwei Grenzfälle der UN-Genozidkonvention analysiert. Dem kurdischen Volk, als Verlierer der postosmanischen Ordnung auf mehrere neu entstandene, zentralistische Nationalstaaten aufgeteilt, widmet sich *Hans-Lukas Kieser*, indem er zwei partielle Genozide, nämlich den türkischen Vernichtungsfeldzug in der Bergregion Dersim (1937/38) und die Anfal-Offensiven im Nordirak (1987/88), einem ebenso sorgfältigen wie auch aufschlussreichen Vergleich unterzieht. Die zwischen 1975 und 1979 von den Khmer Rouge begangenen Verbrechen stellen Genozidforscher vor besondere Herausforderungen, denn weder schützt die UN-Genozidkonvention politische Gruppen, noch wurde bei deren Ausarbeitung die Möglichkeit in Erwägung gezogen, eine sich an der Macht befindliche Mehrheitsgruppe könnte gegen die eigenen Mitglieder vorgehen. Dass dies in Kambodscha der Fall war, zeigt *John D. Ciorciari* in seinem hoch interessanten Beitrag auf, wobei nicht

zuletzt die Analyse der an drei weiteren Opfergruppen begangenen Verbrechen eine differenzierte Betrachtung der Ereignisse wie auch der Nuancen im Rechtsdiskurs zu Genoziden erlaubt.

In den 1990-er Jahren fanden zwei Genozide statt, die erstmals in der Geschichte der UN-Genozidkonvention zu einer völkerstrafrechtlichen Ahndung führten: Rwanda und Bosnien. Fokussiert werden in den beiden nachfolgenden Beiträgen frühe Warnzeichen eines Genozids sowie – mit unterschiedlicher Gewichtung – die Rolle der internationalen Gemeinschaft im Kontext der Verbrechen. Genozide brechen nicht spontan aus. Deren Bevorstehen wird vielmehr durch mannigfaltige Indizien angekündigt, die in der heutigen Weltgesellschaft nicht unerkannt bleiben. Ausgehend von acht Stufen des Genozids, die je eigene Warnzeichen aufweisen, geht *Gregory H. Stanton* der Frage nach, ob und inwieweit der rwandische Genozid von 1994 hätte verhindert werden können, wären die offensichtlichen Zeichen durch US-Repräsentanten ernst genommen worden, – und weshalb dem nicht so war. *Eric Markusen* liefert unter besonderer Berücksichtigung der prägenozidalen Instrumentalisierung von Massenmedien zu Propagandazwecken eine Darstellung der Entwicklung und Verübung des Genozids in Bosnien (1992–1995), wobei das Verhalten der internationalen Gemeinschaft ebenfalls Gegenstand der Ausführungen ist.

Mit dem letzten Beitrag schliesst sich der Kreis. *Theodor Rathgeber* behandelt die bis zum heutigen Tage andauernde Zerstörung der natürlichen und sozialen Lebensgrundlagen indigener Gemeinschaften. Dabei betont er die besondere Relevanz der dritten Generation von Menschenrechten, die dem spezifischen Lebenszusammenhang Indigener einen besseren Schutz bieten sollen. Dies sind namentlich die kollektiven Rechte, so etwa dasjenige auf Entwicklung oder auf intakte Umwelt. Werden diese dergestalt verletzt, dass indigene Gemeinschaften eine existenzielle Bedrohung erfahren,

kann je nach Kontext von Ethnozid oder Ökozid gesprochen werden. Es wäre indes zu wünschen gewesen, Theodor Rathgeber hätte das Verhältnis zwischen einem Genozid und seinen Neologismen vertieft. Denn die Verletzung derartiger kollektiver Rechte, die oftmals in einem Konnex zur wirtschaftlichen Expansion steht, sollte nur mit entsprechender Vorsicht in die Nähe von Völkermord gebracht werden, da ansonsten die Unterscheidung zwischen Genozidverbrechen und Menschenrechtsverletzungen obsolet gemacht wird. Die besondere soziale Verfasstheit von Indigenen sowie ihre Existenzbedrohung innerhalb moderner Nationalstaaten, die mitunter den Mechanismen globaler Marktwirtschaft folgen, ist zweifelsohne ein zentrales Thema, dem im Rahmen der Genozidforschung in vermehrtem Masse Beachtung geschenkt werden müsste. Allerdings lassen die Ausführungen Theodor Rathgebers methodische wie auch theoretische Tiefe und Sorgfalt vermissen. Begrüssenswert wäre es gewesen, wenn der überladene Inhalt zugunsten einer begrifflich stringenter sowie fundierter Analyse ausgewählter Einzelaspekte eingegrenzt worden wäre.

Das Postulat der Herausgebenden, einen zentralen Beitrag zur Förderung der Genozidforschung im deutschsprachigen Raum zu leisten, wurde mit dem vorliegenden, überaus gelungenen, gehaltvollen und facettenreichen Band ohne Zweifel erfüllt. Nicht nur sind darin Beiträge enthalten, die für sich gesehen einzelne, zentrale Aspekte der Genozidforschung sowie von Ereigniskomplexen in differenzierter sowie oftmals vergleichender Weise beleuchten. Im Rahmen einer Gesamtbetrachtung eröffnet ihr Zusammenspiel darüber hinaus wertvolle Erkenntnisse, die einer sorgfältig getätigten vergleichenden Genozidforschung gerecht zu werden vermögen. Darin liegt denn auch das allergrösste Verdienst des diskutierten Bandes. Der Leserschaft wird es ermöglicht, auf dem Wege durch die moderne Geschichte Kontinuitäten und Differenzen zwischen Ereignissen und Mecha-

nismen zu erkennen, die für das bessere Verständnis von Genoziden unerlässlich sind.

Die behandelten Aspekte führen einmal mehr vor Augen, wie ungemein komplex das Phänomen Genozid ist. Die Suche nach dessen Ursachen führt zur Auseinandersetzung mit Bedingungen, welche Fachleute der Geschichte, der Sozial- und Politikwissenschaften sowie der Psychologie zu erklären versuchen. Der Rekonstruktion sowie dem Vergleich von Ereignissen sind Historikerinnen und Historiker verpflichtet. Als ebenso zentral erscheint die Beschäftigung mit den Folgen eines Genozids. Dabei ist etwa an die durch Juristinnen und Juristen behandelten Fragen der strafrechtlichen Ahndung von Verbrechen, zivilrechtlicher Schadenersatzansprüche und der Rechtsfortbildung zu denken. Ihnen allen ist der Wille gemein, ihre wissenschaftliche Tätigkeit in den Dienst der Prävention von Genoziden zu stellen. Ein bemerkenswertes Beispiel hierfür liefert der vorliegende Band. Die Büchse der Pandora wurde geöffnet. Und sie soll es bleiben, damit für künftige Generationen der Begriff Genozid einer historischen Vergangenheit angehört, die es niemals zu vergessen gilt.

Sandrine Schilling
Sempacherstrasse 22
6003 Luzern
s.schilling@access.unizh.ch

Armin Nassehi und Gerd Nollmann
(Hrsg.), Bourdieu und Luhmann. Ein
Theorienvergleich, Suhrkamp, Frankfurt/
M., 2004, 272 Seiten

Verdienstvollerweise haben Armin Nassehi und Gerd Nollmann einen schmalen Band, den ersten seiner Art, mit einer Einleitung sowie acht Originalbeiträgen herausgegeben, der das Verhältnis der Theorien von Pierre Bourdieu und Niklas Luhmann ausleuchtet. Einleitend charakterisieren die beiden Herausgeber Bourdieu als illusionslosen Illusionisten und Luhmann als distanzierten Iro-

niker. Ist der eine, gelernter Philosoph, der Spezialist für die vertikale Struktur der Lebenslagen, so der andere, gelernter Jurist, der Experte für die horizontale Struktur der Lebensbereiche – ergänzen sich daher beide optimal? Der Sammelband geht diese Frage und viele weitere an und vergleicht damit zwei soziologische Meisterdenker, die sich ähnlich wie Durkheim und Weber wechselseitig weitgehend ignorierten.

Georg Kneer vergleicht in seinem Beitrag, wie Luhmann und Bourdieu die Differenzierung menschlichen Zusammenlebens konzipieren. Hier handelt es sich tatsächlich um eine, wenn nicht *die* zentrale Frage zeitgenössischer Soziologie (und im Übrigen auch der klassischen Soziologie). «Differenzierung» bezeichnet sowohl einen Prozess wie das Ergebnis dieses Prozesses als Struktur. Luhmann versteht Differenzierung als Ausdifferenzierung von Subsystemen innerhalb eines Systems, indem neue System-Umwelt-Differenzen entstehen. Bourdieu beleuchtet ausdifferenzierte soziale Felder, die er als Netz objektiver Verhältnisse zwischen Positionen auffasst, und Positionen erschliessen sich aus dem Kapitalbesitz. Ihm ist «relationales Denken», also eine verhältnisbezogene Sichtweise wichtig, da eine Position nur Position in Bezug auf andere Positionen ist. Dieses Positionsnetz existiere unabhängig vom Bewusstsein der Beteiligten. «Eine Art Welt für sich» entstehe so jeweils. Während Luhmann sich um einen Gesellschaftsbegriff bemüht, favorisiert Bourdieu das «Konzept des nationalen sozialen Raumes» (32), der gleichsam das übergreifende soziale Feld darstellt. Kneer unterscheidet zwischen Differenzierungsform und Differenzierungsgrad: für erstere habe sich Luhmann interessiert, für letzteren Bourdieu. Bekanntlich hält Luhmann die funktionale Differenzierung gesellschaftlicher Teilsysteme für die «wichtigste Gesellschaftsstruktur». Kneer kritisiert daran die Auffassung, dass sich alle Teilsysteme auf bloss eine Funktion spezialisierten. Zudem hätten diese neben der Funktionsorientierung noch andere Möglichkeiten,

um zu einem sie begründenden Einheitsgesichtspunkt zu gelangen. Und Luhmann vernachlässige den Wandel der Funktionssysteme innerhalb der Moderne. Bourdieu schreibt den Feldern dagegen keine feststehenden Aufgaben zu, sein hauptsächlichstes Interesse gilt ohnehin der Differenzierung von Knappheiten, der Verteilung der verschiedenen Kapitalien. Der Luhmannschen Polykontextualität setzt Bourdieu Hierarchie entgegen. Kneer erkennt als Schwachpunkte in Bourdieus Konzeption, dass die meso-soziale Analyseebene der Organisation kaum betrachtet werde, dass das Verhältnis zwischen den grundlegenden Kapitalarten und den feldspezifischen (wie politischem, wissenschaftlichem, literarischem usw. Kapital) nicht geklärt sei. Einig sind sich Luhmann und Bourdieu über die weitgehende Eigengesetzlichkeit von Lebensbereichen. Luhmann malt allerdings das Bild klarer Abgegrenztheit, wo Bourdieu Autonomiegrade vorschweben. Hierbei stellt sich die Frage nach den Grenzen von Systemen bzw. Feldern. An der Vorstellung scheinbar klarer Grenzziehung durch binäre Codes bemängelt Kneer, deren Anwendung sei (durch Programme) keineswegs eindeutig geregelt und die Teilsysteme würden im Vergleich diesbezüglich eine unterschiedlich grosse Ambiguität aufweisen. Bourdieu seinerseits, so wird kritisch vermerkt, sei unentschieden zwischen einer konflikttheoretischen Sicht auf die Definitionskämpfe unter Beteiligten, die sich über die legitime Teilnahme am jeweiligen Feld stritten, und einer physikalischen Sicht, wonach sich die Feldgrenzen dort befänden, wo die Feldeffekte aufhörten. Kneer endet aller Kritik zum Trotz mit der Einschätzung: «Namentlich die Differenzierungstheorien von Luhmann und Bourdieu verfügen über ein erhebliches Anregungspotential» (53).

Zwei Beiträge, von Christine Weinbach und Ursula Pasero verfasst, nehmen sich der Geschlechterfrage an. Die Ausgangslage scheint bei diesem Thema vergleichsweise schlecht. Weder Luhmann noch Bourdieu hat hier die Diskussionen tatsächlich wei-

ter gebracht. Dazu blieb Luhmann allzu sehr polemischem Widerwillen und Bourdieu, der eigentlichen Frage gegenüber immerhin sehr aufgeschlossen, traditionellem Denken verhaftet. Weinbach sucht den Habitusbegriff in das «körperlos konzipierte Kommunikationskonzept Luhmanns» (64) einzuführen. Das führt zu einem eigenen Habitus/Person-Konzept, das «strikt im Interaktionskontext gelesen werden» (81) solle: «Die Person der Kommunikation wird vom Bewusstsein als körperlicher Habitus mit allen Facetten individueller, klassen- und geschlechtsspezifischer Eigenarten wahrgenommen» (70 f.). Offenbar wird bei diesem Vorgehen, dass Bourdieu im Habitusbegriff Psychisches und Soziales verschränkt, wohingegen Luhmann gerade auf strikter Trennung von psychischen und sozialen Systemen beharrt. Weinbachs Gedankengang endet in der – irrigen – Auffassung von Gender als «Kapitalsorte» (64): Gender, aufgefasst als Weiblichkeit bzw. Männlichkeit, könne dem inkorporierten kulturellen Kapital zugeordnet werden und schlage sich im Habitus nieder.

Pasero akzentuiert einen deutlichen Unterschied zwischen Luhmann und Bourdieu: Ersterer meint, funktionale Differenzierung erhöhe die Möglichkeiten persönlicher Individualisierung. Letzterer erkennt, auf die Habitus blickend, wenig Individualität. Wo Bourdieu die *domination masculine* unablässig wirken sieht, erblickt Luhmann geschlechtsunabhängige umfassende Inklusion: «Frauen wie Männer haben Zugang zu allen Funktionssystemen» (199). Pasero fasst denn Individualität als verallgemeinerten «Habitus funktionaler Differenzierung» (205) auf, der mit Merkmalen wie Herkunft oder Geschlecht gebrochen habe. Es würden nunmehr Humankapital und Leistung zählen. Die Autorin schliesst gar mit der – plakativen – These, deren mangelnde Akkumulation durch Männer werde diesen zu einem Problem und sei eine «*deformation professionnelle der libido dominandi*» (205).

Das Anliegen von Gerd Nollmann ist es, zwischen sinnverstehenden und generalisierenden, interpretativen und kausalen Zugän-

gen zu menschlichem Verhalten zu vermitteln, und dies im Anschluss an Max Webers berühmte Formulierung vom deutenden Verstehen und ursächlichen Erklären sozialen Handelns als der Aufgabe der Soziologie im ersten Paragraphen von «Wirtschaft und Gesellschaft». Sowohl Bourdieu als auch Luhmann würden bei diesem Forschungsprogramm Hilfe leisten, das sinnhafte Regeln und sinnfremde Regelmässigkeiten zu plausiblen Erklärungen und verständlichen Beschreibungen zusammenführen wolle. «Jede typische Situation kann und muss *zunächst* auf die einwirkenden kausalen, «strukturellen» Zwänge untersucht werden und *dann* mit dem «gemeinten» Sinn verbunden werden» (126). So führt Bourdieu in «Die feinen Unterschiede» Lebensstile nicht nur auf Kapitalverteilungen zurück, sondern jene erscheinen im Lichte der Habitus auch als gewollt. Auf diese Weise können Selbstbeschränkungen wissenschaftlich thematisiert werden. Luhmann nähert sich diesem Thema, indem er Zurechnungsgewohnheiten untersucht und zwischen den Möglichkeiten interner und externer Zurechnung unterscheidet, das heisst also zwischen eigener Urheberschaft und gesellschaftlicher Bedingtheit. Individualisierung wird in diesem Zusammenhang nicht als «Unterbrechung aller Kausalzusammenhänge einwirkender Zwänge, sondern als *sozial geregelte, sinnhafte Zurechnungspraxis*» (131) verstanden, die es nahe legt, die Lebenssituation auf eigenes Handeln zurückzuführen. Diese Zurechnung geschehe, so Nollmann, in der Teilnehmerperspektive der involvierten Handelnden, während sich der wissenschaftlichen Beobachtung (noch) andere kausale Bedingtheiten wie zum Beispiel Ressourcenverteilungen zeigten. Luhmanns Primat der funktionalen Differenzierung und entsprechend Teilsysteme als favorisierte Zurechnungskontexte überzeugen Nollmann dabei nicht. An Bourdieu bemängelt der Autor aber, dass die grundlegende Deutung des gesellschaftlichen Geschehens als Distinktionskampf nicht aus Sinnverstehen gewonnen sei.

Armin Nassehi fallen einige Gemeinsamkeiten von Bourdieu und Luhmann auf: Beide bemühen sich um eine reflexive Theorie, die in sich selber vorkommt, und versuchen sich durch deren praxeologische bzw. operative Ausrichtung ohne individualistische Schlagseite von den Übertreibungen vorgängiger Strukturtheorien (Lévi-Strauss bzw. Parsons) zu emanzipieren. Den Vorrang der Dynamik der Praxis bzw. Ereignisse vor der Struktur drücke Luhmann mit der Rede vom «blinden Fleck» aus, während Bourdieu für diesen Gedanken den Habitusbegriff einsetze, und beides grenze sich von einem intentionalistischen Verständnis von Handlungen ab. Allerdings sei für Bourdieu dabei von vornherein die Sozialdimension (ungleicher Zugang zu knappen Gütern) vorrangig, wohingegen es für Luhmann eine offene empirische Frage sei, ob die soziale, sachliche, zeitliche oder – etwas überraschend, da bei Luhmann marginal – räumliche «Zurechnung und Organisation sozialen Sinns» (173) dominiere. Nassehi relativiert dies freilich gleich, indem er den konzeptuellen Vorrang der Sachdimension bei Luhmann einräumt (zur Kritik daran siehe oben den Beitrag von Kneer). Bourdieu leuchtet die Sachdimension mit seiner Theorie der Felder aus, die er als Kampf-, Kraft- und Spielfelder konzipiert. Nassehi schätzt diesen Theorieteil in Bourdieus Werk als «unterkomplex» (181) ein, da die sachliche Beschreibung und Entwicklung der Felder vernachlässigt werde, verschweigt dabei aber, dass diese Eigenschaft wohl auch im selben Masse auf die Sozialdimension in Luhmanns Werk zutrifft.

Genau dieser Frage der «Klassenlagen» nimmt sich *Anja Weiss* an. Mit «Klassenbildung» bezeichnet sie den Umstand, «dass eine Mehrzahl sozialer Ungleichheiten längerfristig in eine ähnliche Richtung weist» (215), wodurch sich soziale Lagen zu konsistenten Klassenlagen entwickeln. Luhmann nennt dies «Abweichungsverstärkung». Weiss stellt dar, wie Bourdieu anhand der Menge, der Zusammensetzung sowie der Entwicklung der Kapitalien den sozialen Raum

konstruiert, auf diese Weise «theoretische Klassen» im explikativen Sinne gewinnt und dabei Faktoren wie Geschlecht, Alter, soziale und ethnische Herkunft sowie Wohnort als «Überdeterminierung» mit berücksichtigt. Allerdings «wäre genauer zu klären, wie Zusammenhänge zwischen diversen Ungleichheiten so gedacht werden können, dass eine Herausbildung von Klassenlagen wahrscheinlich wird» (217). Für Luhmann ist in diesem Zusammenhang der Begriff der Inklusion zentral, den er als die Art und Weise, wie soziale Systeme Menschen bezeichnen, definiert. Weiss erkennt darin den Mangel, dass dieser Begriff so verstanden jenen der Ungleichheit oder Armut nicht zu ersetzen vermag, vielmehr sei das Verhältnis von Exklusion und Ungleichheit noch zu klären. Es gehe auch nicht um Exklusion aus der Gesellschaft insgesamt, sondern um Exklusion aus bestimmten Teilsystemen und Organisationen. Hier sieht Weiss auch kulturelle Klassifikationen wie Geschlecht oder Rasse wirken, die, den individuellen Mangel an Kapitalien ergänzend, Menschen zu «Überflüssigen» machen können und so zur Abweichungsverstärkung beitragen. Die Autorin regt überdies zum Schluss an, zwischen «universell ausstrahlenden, partiell wertvollen und hochspezifischen Kapitalsorten» (229) zu unterscheiden.

Der letzte Text im Band vergleicht die Zeitdiagnosen. Auch *Markus Schroer* bezieht sich dabei auf das Exklusionsthema. Er sieht Luhmann milde nach, wie spät dieser überhaupt erst die Exklusionsproblematik ernsthaft in den Blick nahm, und würdigt Luhmanns Frage, ob Inklusion/Exklusion sich anschicke, bedeutsamer als die funktionale Differenzierung zu werden. Bourdieu versucht mit seinen Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern in «Das Elend der Welt», diesen Exklusionsbereich gleichsam vor der eigenen Haustüre zu erkunden und entfernt sich bei diesen Recherchen, so vermerkt Schroer kritisch, recht weit von den methodischen Standards der soziologischen Disziplin. In dieser Studie finden sich die Betroffenen bis in die Mittelschicht hinein, Totalaus-

schluss bildet einen Ausnahmefall. Nach Luhmann wirken oft noch bestimmte Teilsysteme einbeziehend, wo die anderen ausschliessen, nämlich Familie und Religion, zudem reagiert das System sozialer Hilfe bei und auf Exklusionen, während Bourdieu eher auf Politik setzt. Und wenn Luhmann das «Ende der kritischen Soziologie» verkündet, bedeutet diese für Bourdieu an sich einen «Störenfried» in der Gesellschaft. Schroer kommt zum – allzu nivellierenden – Schluss: So «kommen Bourdieu und Luhmann hinsichtlich der aktuellen Gefährdung der modernen Gesellschaft zu erstaunlich ähnlichen Einschätzungen. Exklusion wird von beiden Theoretikern als ein Problem behandelt, das sich den herkömmlichen Erklärungsmustern entzieht und entsprechende Nachbesserungen und Modifikationen verlangt» (267).

Der Beitrag von *Irmhild Saake* schliesslich will sich wenig in den Kontext der anderen Artikel einreihen und interpretiert Bourdieus und Luhmanns Werke als «Theorien der Empirie». Die Verfasserin versteht diese als «Theorien der Beobachtung des Beobachters» (88), beide blickten nämlich auf eine Welt der Selbstverständlichkeiten und bemerkten dabei den Verlust an Authentizität. Bourdieu suche nach einer Möglichkeit, die authentische Repräsentation zu steigern. Luhmann dagegen entzaubere diese Absicht und beschreibe die «Wahrschein-

lichkeit authentischer Sätze als empirische Bearbeitung von Kontingenz» (88). Eine Parallele erkennt Saake darin, dass Bourdieu wie Luhmann das Kontingenzproblem nicht wie andere soziologische Theorien als theoretisches zu lösen sucht, sondern als empirisches. Bourdieus Praxistheorie sei darum als «Theorie des Eingeborenenseins» und Luhmanns Systemtheorie als «Theorie des Gedächtnisses» zu lesen.

Insgesamt diskutiert der Band, immerhin die erste umfassende Gegenüberstellung von Bourdieu und Luhmann, anhand vieler wichtiger Vergleichsgesichtspunkte die beiden Positionen auf eine sachliche, wenig polemische Weise, wobei der eine, Luhmann, doch oft spürbar mehr in der Gunst der Kommentare steht. Kaum erwähnt werden im ganzen Sammelband leider konzeptuell wichtige Unterscheidungen wie beispielsweise jene von Leistungs- und Publikumsrolle oder von Orthodoxie und Häresie. Und die Frage, wie zugeschriebene Merkmale wie Geschlecht, Alter oder Ethnizität mit stratifikatorischer und funktionaler Differenzierung verwoben sind, wird nur unzureichend thematisiert.

Prof. Dr. Gregor Husi

Hochschule für Soziale Arbeit HSA Luzern

Postfach 3252

Werfstrasse 1

6002 Luzern

ghusi@hsa.fhz.ch